



Mesure de la qualité des services rendus par l'IEDOM

En 2010, pour la quatrième année consécutive, l'IEDOM lance une enquête de satisfaction afin de mesurer l'appréciation des usagers des produits proposés. La prise en compte des attentes exprimées permettra à l'IEDOM de déterminer les actions à améliorer ou, le cas échéant, à renouveler les services et les produits.

L'enquête qui débutera en octobre 2010, s'appuiera sur le recueil par téléphone des réponses des personnes interrogées sur des questionnaires établis préalablement. Les domaines étudiés concernent :

- les utilisateurs de la base des informations du risque de crédit FIBEN,
- les entreprises cotées par l'IEDOM.

Pour mémoire, la précédente enquête sur le domaine « entreprises » avait été effectuée en 2008.

Cette étude sera réalisée par le cabinet GMV Conseil.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Supervision financière dans l'Union européenne

La Commission européenne, le Parlement et le Conseil sont parvenus à un accord de principe sur la création de nouvelles autorités de surveillance des banques, assurances et marchés financiers européens. La nouvelle architecture de supervision financière européenne comprendra :

- le Comité européen du risque systémique (CERS),
- le Système européen de surveillance financière (SESF), composé de trois autres autorités européennes de supervision (AES) : l'Autorité bancaire européenne, l'Autorité européenne des assurances et l'Autorité européenne des marchés financiers.

Le CERS est chargé de détecter les risques pesant sur le système financier dans son ensemble et d'émettre des alertes afin que des mesures soient rapidement prises lorsque c'est nécessaire. Le Comité sera dirigé par le président de la BCE et comprendra les gouverneurs des 27 banques centrales nationales, un vice-président élu par les membres du CERS, le vice-président de la BCE, les présidents des trois nouvelles autorités européennes de surveillance, et des observateurs (un représentant des autorités nationales de surveillance accompagnant chaque gouverneur de banque centrale nationale et le président du Comité économique et financier (CEF).

Cet accord a été entériné par les ministres des Finances lors du Conseil Ecofin du 7 septembre 2010 et sera soumis au vote des eurodéputés lors de la session plénière qui se tiendra du 20 au 23 septembre 2010. Ces nouvelles autorités devraient entrer en fonction en janvier 2011.

Dossiers législatifs

Réforme du crédit à la Consommation

1 – Fichier positif

L'arrêté de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi du 17 août 2010 nommant les seize membres du comité chargé de préfigurer la création d'un registre national des crédits aux particuliers a été publié au Journal Officiel de la République du 24 août 2010. Le comité sera présidé par M. Emmanuel Constans, président du Comité consultatif du secteur financier.

2 – Encadrer la publicité pour les crédits renouvelables

Le décret n° 2010-1005 du 30 août 2010 relatif au contenu et aux modalités des publicités portant sur les crédits renouvelables a été publié au Journal Officiel de la République du 31 août 2010.

3 – Encadrer les opérations de rachat de crédits

Le décret n° 2010-1004 du 30 août 2010 relatif aux offres de rachat et de regroupement de crédits a été publié au Journal Officiel de la République du 31 août 2010.

Outre-mer

Le décret n° 2010-1048 du 1^{er} septembre 2010 relatif à la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat Outre-mer a été publié au Journal Officiel de la République du 3 septembre 2010.

Publications

Microcrédit

Le Comité de Bâle a publié un rapport sur la régulation des institutions de microfinance. Le Comité recommande d'adapter à leur situation spécifique la plupart des règles applicables aux banques de détail. Le document est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : <http://www.bis.org/publ/bcbs175.pdf>

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

L'indicateur du climat des affaires orienté à la baisse au deuxième trimestre 2010

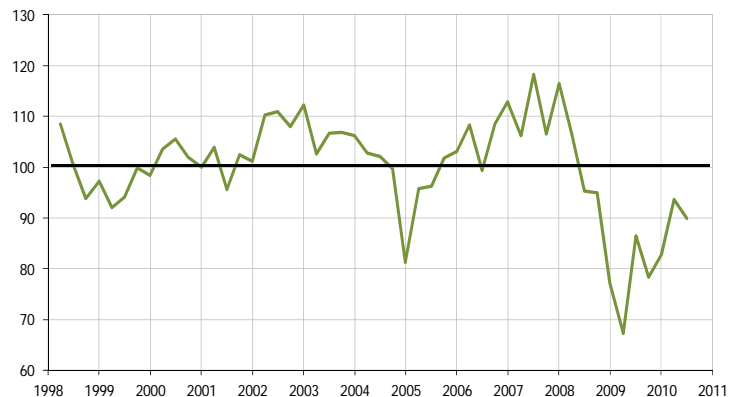
Au deuxième trimestre 2010, les chefs d'entreprise de la Guadeloupe perçoivent une détérioration de la conjoncture économique. Le climat des affaires est toujours jugé défavorable depuis neuf trimestres consécutifs.

Contrastant avec le redressement des deux derniers trimestres, l'ICA s'infléchit de 3,8 points au deuxième trimestre et demeure inférieur de 10 % à sa moyenne de longue période. La consommation des ménages montre des signes de reprise dans un contexte d'inflation maîtrisée, mais l'investissement des entreprises demeure déprimé et l'activité ternie dans la plupart des secteurs.

Les anticipations des chefs d'entreprise pour le troisième trimestre sont négatives, éloignant les perspectives de reprise. Toutefois, le secteur de l'hôtellerie-restauration anticipe une amélioration de son courant d'affaires, liée au surcroît de fréquentation estivale.

Indicateur du climat des affaires à la Guadeloupe

(100=moyenne de longue période)



* Calculé à partir de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM
Source : IEDOM, données trimestrielles

Publication des Rapports Annuels 2009 de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy

Les Rapports Annuels de l'IEDOM 2009 (édition 2010) sont parus et ont été présentés à la presse le 2 septembre en Guadeloupe. Les conférences prévues le 31 août à Saint-Barthélemy et le 1^{er} septembre à Saint-Martin n'ont pu avoir lieu en raison du passage de l'ouragan EARL. Ces rapports sont disponibles à la vente dans la plupart des librairies de l'île au tarif de 12,50 €. Ils sont également téléchargeables gratuitement sur le site de l'iedom.

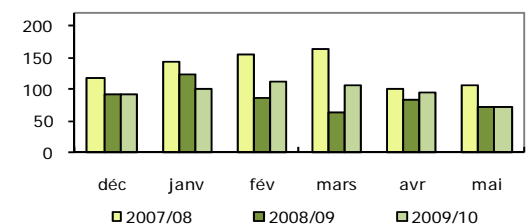


Chaque rapport présente les caractéristiques structurelles de l'île, puis dresse un panorama de leur économie, avant de détailler les secteurs d'activité et l'évolution monétaire et financière en 2009.

Une activité touristique ralentie au premier semestre 2010

Comme chaque année en juin, les indicateurs reflètent une faible activité hôtelière. Le taux d'occupation perd 12 points par rapport à mai, pour s'établir à 36 %, soit le taux le plus bas depuis cinq ans à cette période. L'activité touristique, meilleure qu'en 2009, reste faible comparée à 2008. Au cours de la haute saison 2009-2010, le taux d'occupation des hôtels s'affiche à 60,8 % en moyenne, soit une baisse de 3 points par rapport à la haute saison de 2008 alors que la durée moyenne de séjour faiblit légèrement (-0,2 jour) à 3,6 jours.

Evolution du nombre de nuitées (en milliers d'unité)



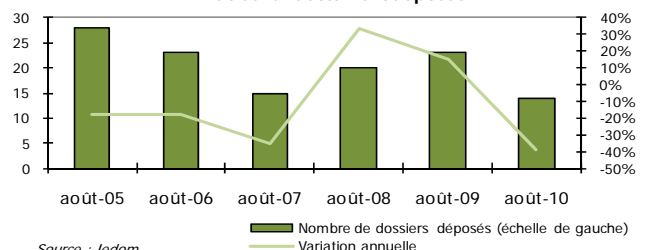
Source : INSEE

Le trafic aérien s'inscrit néanmoins en hausse au premier semestre 2010 par rapport à la même période en 2009. En cumul depuis le début de l'année, le trafic de passagers augmente de 8,5 % par rapport à 2009, mais reste inférieur de 7 % à celui de 2008. Le trafic maritime de passagers (entrées+sorties) s'élève à 470 519 personnes, soit +8 % par rapport à 2009 et +0,3 % par rapport à 2008.

Baisse des dépôts de dossiers de surendettement

En août 2010, 14 dossiers ont été déposés à la commission de surendettement. Le nombre de dossiers déposés enregistre ainsi un net recul par rapport au mois précédent (-46,2 %, soit -12 dossiers) mais également sur un an (-39,1 %, soit -9 dossiers).

Evolution du nombre de dossiers de surendettement déposés



Source : IEDOM

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Octroi d'un prêt de 25 M € de l'AFD à la région Guadeloupe

L'AFD a octroyé à la Région Guadeloupe un prêt de 25 M€ pour le financement partiel de son plan de relance. Ce prêt à taux bonifié vise à accompagner la collectivité dans le financement du volet « environnement et protection contre les risques naturels » du plan, sur 3 grands axes : la politique de gestion des déchets (5 M€ pour le projet SICTOM), la promotion des énergies renouvelables et de la norme « haute qualité environnementale » (HQE, 2 M€) ainsi que le développement de la gestion des risques, par la protection des zones littorales au moyen d'enrochements contre les effets de houle cyclonique (17 M€).

Mobilisation accrue face à l'épidémie de DENGUE

Depuis le début de l'épidémie en décembre 2009, 36 000 cas cliniquement évocateurs de dengue, 297 hospitalisations et 5 décès ont été dénombrés en Guadeloupe. Face à l'ampleur de l'épidémie, l'armée a été mobilisée pour aider à la destruction des gîtes larvaires et à la démoustication des établissements scolaires avant la rentrée. A l'issue d'une réunion interministérielle de crise le 25 août, Roselyne Bachelot, la ministre de la Santé et Marie Luce-Pencharid pour l'Outremer se sont rendues aux Antilles les 27 et 28 août pour constater la mise en œuvre des diverses mesures de lutte contre l'épidémie et annoncer la mise en place de financements complémentaires au bénéfice de l'Agence Régionale de Santé.

Les Guadeloupéens consommateurs de téléphonie mobile

D'après les chiffres à fin juin 2010 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP), le taux de pénétration des opérateurs de réseau mobile en Guadeloupe était de 127,7 lignes actives pour 100 habitants. La Guadeloupe est ainsi la deuxième région la mieux équipée, derrière l'Île de France (137 lignes pour 100 habitants) et devant la Martinique (126). En moyenne, sur l'ensemble de la France, il y a 95,2 lignes de téléphone cellulaire pour 100 habitants.

ACTUALITE REGIONALE

Banque de développement caribéenne : 124,5 M\$ déboursés au premier semestre 2010

La Banque de développement caribéenne (CDB) a déboursé 124,5 M\$ au premier semestre 2010 (contre 105,2 M\$ en 2009 sur la même période) au profit de ses pays membres. Anguilla, la Barbade, Belize, la Dominique, Grenada, la Guyane et St Vincent and the Grenadines ont rempli les critères d'octroi de prêt et bénéficié de financements. Par ailleurs, le président de la CDB a pris l'engagement de soutenir les pays membres face au défi de l'adaptation au changement climatique.

PRINCIPAUX INDICATEURS

	LES INDICATEURS DE REFERENCE	Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix <i>(Source : INSEE)</i>	Indice des prix à la consommation France Juillet 2010	122,8	0,7 %	3,2 %
Chômage <i>(Source : DDTEFP)</i>	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A) Juillet 2010	52 300	-0,2 %	6,9 %
Commerce extérieur <i>(Source : Douanes)</i>	Exportations - (en M€) Cumul à fin Juin 2010	80	-	-10,4 %
	Importations - (en M€)	1 015	-	10,7 %
Energie <i>(Source : EDF)</i>	Consommation d'électricité moyenne tension - GWh Juillet 2010	45	8,1 %	0,1 %
	Cumul annuel	282	-	12,2 %

	LES INDICATEURS DE VULNERABILITE	Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Ménages <i>(Source : IEDOM)</i>	Nombre de personnes physiques en interdit bancaire Juillet 2010	22 001	-3,7 %	-7,1 %
	Nombre de retraits de cartes bancaires Juillet 2010	477	-17,9 %	33,6 %
	Cumul annuel	3 536	-	28,9 %
	Nombre de dossiers de surendettement déposés Août 2010	14	-46,2 %	-39,1 %
	Cumul annuel	196	-	1,6 %
Entreprises <i>(Source : IEDOM)</i>	Incidents de paiement sur effet - Montant en milliers € Juillet 2010	1 661	5,6 %	40,9 %
	Cumul annuel	9 920	-	-16,0 %
	- Nombre Juillet 2010	133	-7,6 %	-5,7 %
	Cumul annuel	892	-	-12,8 %

	LES INDICATEURS SECTORIELS	Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire <i>(Source : Aéroport Pôle Caraïbe)</i>	Nombre de passagers - (entrées + sorties) Juillet 2010	194 306	47,7 %	5,2%
	Cumul annuel	1 103 270	-	8,5 %
Trafic portuaire <i>(Source : Port autonome)</i>	Trafic net de marchandises (tonnes) Cumul à fin Juillet 2010	1 660 895	-	5,7%
	Nombre de passagers (entrées + sorties)	470 519	-	8,0 %
Immatriculations <i>(Source : Commissariat général au Développement Durable)</i>	Véhicules particuliers neufs (VPN) Février 2010	807	-9,6 %	-3,0 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN) Février 2010	142	-31,4 %	2,2 %
	Cumul annuel (VPN+VUN)	2 049	-	-6,4 %
Construction <i>(Source : Ciments Antillais)</i>	Ventes de ciment (tonnes) Août 2010	19 320	-1,7 %	-2,9 %
	Cumul annuel	159 921	-	6,5 %
Banane <i>(Source : DDCCRF)</i>	Exportations de bananes (tonnes) Juillet 2010	3 980	9,6 %	-22,7 %
	Cumul annuel	16 250	-	-40,6 %

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

Taux d'intérêt légal

Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/10)

ANNEE 2010	0,65%	JO du 11/02/10	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE 2009	3,79%	JO du 11/02/09	1,75%	1,75%	2,25%	2,50%	1,25%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)

TIBEUR (août 2010)

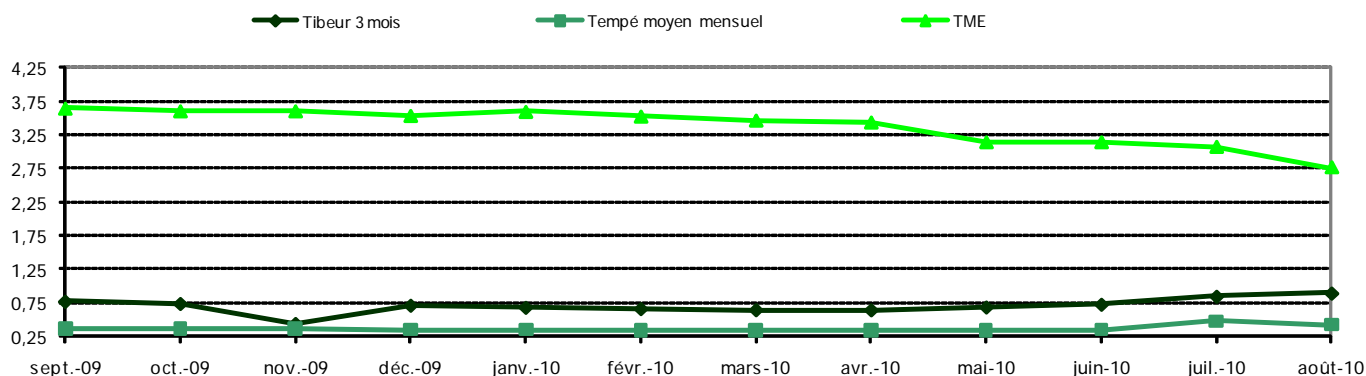
Mai	Juin	Juillet	Août	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,3386%	0,3489%	0,4768%	0,4199%	0,6400%	0,8950%	1,1470%	1,4210%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Mai	Juin	Juillet	Août	Mai	Juin	Juillet	Août
3,14%	3,14%	3,07%	2,76%	3,34%	3,34%	3,27%	2,96%

Taux de l'usure (applicable à partir du troisième trimestre 2010)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	6,09%		
Prêts à taux variable	5,35%		
Prêts relais	5,96%		
Autres prêts			
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	21,15%		
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires	19,27%	Découverts en compte (1)	13,39%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €	8,61%		

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

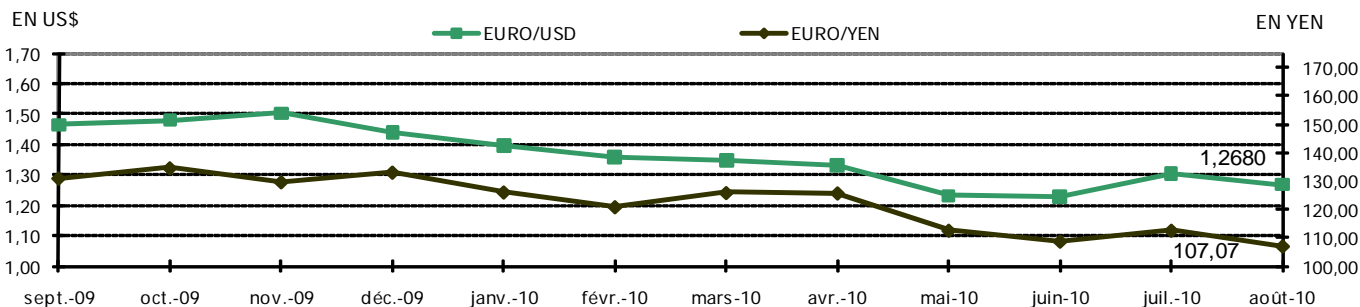
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,2680	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,4044	EURO/SRD (Surinam)	3,47110
EURO/JPY (Japon)	107,0700	EURO/BWP (Botswana)	8,66090	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,26350
EURO/CAD (Canada)	1,3489	EURO/SCR (Seychelles)	15,8258	EURO/DOP (Rép. Dom.)	46,9255
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,82480	EURO/MUR (Maurice)	39,7040	EURO/BBD (La Barbade)	2,52900
EURO/SGD (Singapour)	1,7193	EURO/BRL (Brésil)	2,2347	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,01690
EURO/HKD (Hong-Kong)	9,8653	EURO/VEF (Vénézuéla)	3,29130	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2579,58	EURO/XCD (Dominique)	3,4141	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	30,1260 SKK

Directeur de la publication : Y. BARROUX - Responsable de la rédaction : C. APANON

Editeur et Imprimeur : IEDOM - Parc d'activités la Providence - ZAC DE Dothémare - 97139 - Les Abymes

Achevé d'imprimer le 9 septembre 2010 - Dépôt légal : septembre 2010 - ISSN 1240-3806